

**31 avril 2015**

## Du Québec à Syriza en passant par la canadienne Eldorado Gold **La lutte contre Eldorado Gold, reflet de celle contre la troïka**

Le bien connu mais mal combattu impérialisme minier canadien étend ses tentacules jusqu'à la Grèce par l'intermédiaire de l'aurifère Eldorado Gold. Depuis des années le combat le peuple grec à coups de manifestations et de blocages. Plombé par un chômage en chute libre et un appauvrissement abyssal imposés par la mise en tutelle du pays par les institutions mondiales et européennes de l'impérialisme, le peuple résiste aux à-plat-ventristes gouvernements répressifs qui se sont succédés dont celui de Syriza qui peine à s'en distinguer sur la question de la lutte contre Eldorado Gold devenu un enjeu national. Derrière Eldorado Gold, se cache la finance mondiale dont la Caisse de dépôts et de placement du Québec qui gère le principal fond de retraite du prolétariat québécois. Tout comme derrière la troïka UE-BCE-FMI à laquelle cède Syriza se cache les gouvernements de l'impérialisme, ancien et nouveau.

### **Le Canada, paradis de l'impérialisme minier**

Le Canada tient sa place dans la grande famille impérialiste, particulièrement dans le domaine minier :

*« Pour l'essentiel, ces investissements directs canadiens se concentrent dans trois domaines : les finances et assurances, les industries extractives et la gestion des sociétés. [...] Tant et si bien que le Canada commence à afficher depuis la fin de 2013 une position d'actif net dans son bilan des investissements internationaux. [...] Le Canada s'est constitué comme un relais privilégié pour les capitaux d'un peu partout en offrant aux sociétés minières une législation de complaisance, comme le Panama pour l'enregistrement des navires. En effet, en raison du laxisme dans la détermination du statut de compagnie canadienne et de la défaillance du gouvernement canadien concernant des activités à l'étranger de ses « citoyens corporatifs », les capitaux miniers du monde entier transitent par le Canada. En effet, 60 % de la capitalisation boursière mondiale de l'industrie passe par les places financières canadiennes. Les trois quarts des sociétés d'exploration et d'exploitation minière de la planète négociées en Bourse ont leur siège social au Canada. »<sup>1</sup>*

Et le gouvernement du Canada voit au grain ne tenant pas compte d'un début de contestation du prolétariat canadien et québécois :

*« Les minières s'incorporent au Canada parce que les lois canadiennes et la fiscalité y sont avantageuses. Certaines se conduisent en voyous corporatifs à l'étranger, méprisant les droits de l'homme, l'environnement, les droits des travailleurs. Ce n'est pas près de s'améliorer puisque le gouvernement du Canada vient à nouveau de repousser l'idée de créer un poste d'ombudsman du secteur extractif et de permettre de poursuivre les minières canadiennes devant les tribunaux canadiens pour les exactions qu'elles pourraient commettre à l'étranger. [...] »*

*« Le fédéral fait cependant la sourde oreille devant les principales revendications de la campagne «Une affaire de justice» lancée par le Réseau canadien pour la reddition de comptes des entreprises (RCRCE). Pourtant, quelque 100 000 Canadiens et Québécois, dont plusieurs milliers de métallos du Québec, avaient signé une carte remise au parlement demandant de créer un ombudsman du secteur extractif canadien. En octobre 2014, le projet de loi privé C-584, qui allait dans ce sens, avait reçu l'appui de tous les partis d'opposition au Parlement, mais il avait été défait par le gouvernement lors du vote.*

*« Tant que le Canada ne permettra pas d'enquêtes indépendantes sur les activités des entreprises canadiennes à l'étranger, ni le recours aux tribunaux canadiens, cette Stratégie pour la responsabilité sociale des entreprises (RSE) [du gouvernement Conservateur] ne sera que du vent »<sup>2</sup>*

1 Pierre Beaudet et Pierre Beaulne, [Le capitalisme canadien soluble dans l'impérialisme](#), Le Devoir, 24/02/15

2 Le Syndicat des métallos - FTQ, [Le Canada se fait tirer l'oreille](#), Le Métallo, printemps 2015

## **Mainmise et destruction de trois fois la superficie de Paris ou de quasi celle de Montréal**

Est témoin de cet impérialisme minier canadien le plus important investissement direct étranger en Grèce lequel a fait lever une importante mobilisation depuis quatre ans :

« *Les mines de Chalcidique [péninsule agricole, minière et touristique à une centaine de kilomètres au sud-est de Thessalonique, la deuxième ville de la Grèce, NDLR] représentent un ensemble de 317 km<sup>2</sup> de concessions minières qui incluent deux mines souterraines (le site actif de Straton et un site inactif, Olympiada), une série de régions-cibles connues et une importante propriété foncière. La dernière entreprise à avoir essayé de l'exploiter à la fin des années 90, la canadienne TVX Gold, a échoué dû à la très vive résistance des communautés locales et à l'invalidation des permis par le Conseil d'État (l'équivalent national de la Cour suprême, plus haute instance du pays à posséder le pouvoir de révocation).*

« *En décembre 2003, l'État grec a transmis les titres de propriété à l'entreprise Hellas Gold, sans appel d'offres et par un processus particulièrement sombre. Ultérieurement, la Commission européenne a condamné la Grèce pour la transaction. Le montant dérisoire consenti, un total de 11 millions d'euros, n'a pas été encaissé par l'État a mais plutôt servi à rémunérer les travailleurs laissés sans salaire par TVX Gold. Immédiatement après la transaction, un évaluateur indépendant a estimé la valeur des mines à 450 millions de dollars. Hellas Gold a été vendue à 95% à une autre entreprise canadienne, European Goldfields puis ensuite à Eldorado Gold. Le 5% résiduel appartient au plus puissant consortium de construction du pays, également propriétaire de grands médias de masse, ce qui explique que notre lutte reste inconnue et presque invisible.*

« *La stratégie de développement de Eldorado Gold inclue la remise en fonction de la mine d'Olympiada, riche en or, l'aménagement d'une nouvelle mine à la fois souterraine et à ciel ouvert dans la région totalement vierge de Skouries, et la construction d'une usine métallurgique pour produire des métaux purs. Le projet de Skouries est la création d'une mine de cuivre et d'or de type open-pit (la première du genre en Chalcidique) d'un diamètre de 700 mètres – d'après l'entreprise, beaucoup plus dans les faits – ainsi que d'une mine souterraine de 800 mètres de profondeur par la suite. Cette mine est la principale source de conflit avec les populations locales parce que la montagne visée, le Kakavos, abrite une forêt ancestrale précieuse ainsi que les plus importantes ressources en eau de toute la Chalcidique. Un certain nombre d'autres secteurs ont été identifiés pour la prochaine étape d'exploitation et l'intégrité de la montagne ainsi que celle de son écosystème seront indubitablement compromises.*

« *L'investissement a été approuvé en juillet 2011 malgré la très forte contestation de la communauté locale qui a pris d'assaut les rues pour manifester contre le projet pendant plus d'un an. Il n'y a eu aucune consultation publique tout au long du processus d'évaluation afin de délivrer les permis. Les résidents de la région n'ont eu aucune tribune pour exprimer leur opinion sur ce projet colossal, que ce soit en partie ou dans son intégralité, leur position étant ouvertement connue. Les résultats des organismes scientifiques indépendants tels que la Chambre technique de Grèce – département de Macédoine et le Conseil de l'environnement de l'Université aristotélicienne de Thessalonique qui ont émis des avis négatifs sur l'investissement n'ont pas été pris en considération. Leurs conclusions corroborent la position selon laquelle les projets de développement auraient des conséquences graves sur les ressources en eau, les forêts, la qualité atmosphérique ainsi que sur la capacité de la région à faire face à des phénomènes climatiques intensifiés par une intervention d'aussi grande ampleur.*

« *Il s'agirait d'une augmentation phénoménale de l'exploitation minière, totalement incompatible avec les spécificités de la Chalcidique qui, loin d'être un désert, est une région sensible densément peuplée et d'une beauté unique. La région a toujours connu des mines de plus petite envergure et jusqu'à maintenant exclusivement souterraines. Malgré cela, elles ont laissé un lourd héritage causant un ruissellement acide et environ 30 millions de tonnes de déchets toxiques dispersés dans la terre et la mer. En 2500 ans d'histoire d'exploitation minière, la région a produit au total 35 millions de tonnes de minerais alors que les estimations pour les 20 à 25 années d'exploitation à venir se chiffrent autour des 400 millions de tonnes*

« *Les mines de Chalcidique sont privées et leurs richesses minérales appartiennent aux entreprises qui les exploitent. En ce qui les concerne, les règlements nationaux de l'industrie minière ne prévoient pas de droits d'exploitation pour les sites, ni de redevances à l'État. Les modifications proposées à la loi au début de l'année n'ont pas avancé. Les seules retombées positives qu'aura cette destruction sur la région sont 1300 emplois et l'impôt sur le revenu – si l'État grec parvient un jour à récupérer les taxes d'une minière multinationale. La valeur du minerai contenu est évaluée à environ*

20 milliards de dollars. L'entreprise et le gouvernement ont également omis d'évaluer les répercussions à prévoir sur l'économie locale dont les piliers sont le secteur primaire et le tourisme. Agriculture, élevage, pêche, apiculture et évidemment tourisme qui dépendent directement de la qualité de l'environnement risquent d'être gravement touchés. La Chalcidique est aujourd'hui la troisième plus importante destination touristique de la Grèce. Toutefois, l'entreprise déclare dans son étude qu'avec la concrétisation de son projet, la région se distancera du secteur agrotouristique pour se tourner plutôt vers les activités industrielles.

« L'entièreté de l'étude d'impacts environnementaux tout comme son approbation sont basées sur un mensonge: l'entreprise prétend utiliser un procédé métallurgique qui n'implique pas l'utilisation de cyanure. Dans les faits, le procédé de fusion flash préconisé par Eldorado Gold est très répandu dans l'industrie du cuivre, mais les écrits scientifiques et les essais démontrent qu'il n'est pas applicable à tous les minerais de Chalcidique, malgré les approbations consenties. La forte concentration en arsenic et autres éléments indésirables générera un volume important de gaz très toxiques qui menacera en premier lieu la santé des travailleurs. Dans son évaluation des impacts environnementaux, Eldorado Gold déclare que le procédé a été testé sur les minerais de la région et que les expériences démontrent son applicabilité à l'échelle industrielle. Les résultats de ces tests n'ont jamais été réclamés par les autorités. D'autres documents de l'entreprise, ultérieurs aux approbations, indiquent que le procédé est encore au stade de recherche et développement et que seuls des tests à très petite échelle ont été réalisés. Il est donc aisé de penser que l'entreprise (initialement European Goldfields puis Eldorado Gold) a trompé les autorités chargées de délivrer les permis.

« Avant même que l'extraction ait commencé, le déchirement du tissu social est visible entre ceux qui appuient le projet et ceux qui s'y opposent. La situation s'est considérablement détériorée depuis la reprise du projet par Eldorado Gold, avec la politique de division de la communauté locale mise en place et le recours à la brutalité policière pour taire la contestation. Depuis mars 2012, chaque tentative de manifestation contre le projet s'est heurtée aux MAT ("unités de rétablissement de l'ordre"), aux bombes lacrymogènes, aux balles de plastique et à une violence en constante augmentation. L'entreprise et le gouvernement semblent penser qu'un plan d'investissement rejeté par la majorité de la population peut être imposé par la violence et la répression. D'importantes forces policières sont quotidiennement déployées pour sécuriser les installations de Eldorado Gold, toujours plus imposantes lorsque des manifestations sont prévues. »<sup>3</sup>

## **Une résistance soutenue qui continue... même sous le gouvernement Syriza**

« L'attaque incendiaire qui a eu lieu sur le site de Skouries le 17 février [2013] dernier a permis de justifier la marginalisation de l'ensemble du mouvement et le recours à une répression encore plus brutale dans les mois qui ont suivi. Environ 150 résidents de Ierissos et d'autres villages ont été interrogés et forcés de fournir un échantillon d'ADN, pratique illégale, permettant ainsi la création de la première "banque d'information génétique" d'Europe dans le but d'inculper des individus. Ierissos a vécu une journée de terreur le 7 mars lorsque la police antiémeute, les MAT et d'autres unités lourdement armées, prétextant des perquisitions chez les suspects, ont envahi le village en allant jusqu'à lancer des bombes lacrymogènes dans la cour de l'école. De nombreux enfants ont requis des soins médicaux alors qu'un bébé de 10 mois a été hospitalisé pour une anémie provoquée par les gaz.

« Le 10 avril [2013], lors d'une démonstration de force injustifiable, la police a fait irruption dans deux maisons de Ierissos à 3 heures du matin et, défonçant les portes, s'est emparée de deux hommes devant leurs enfants en pleurs. Les deux individus ont été emprisonnés par une procédure totalement illégale, des preuves truquées et des accusations manipulées, comme dénoncent leurs avocats, et ils sont incarcérés en attente de leur procès. Dix-huit autres résidents ont été identifiés comme suspects et vivent une situation singulière de prise d'otage en attendant leur arrestation. Les avocats décrient l'existence du « Guantanamo » qui a pris forme dans l'est de la Chalcidique, un laboratoire expérimental de méthodes de répression visant à terroriser les résidents ainsi qu'à détruire leurs plans de résistance aux projets d'Eldorado Gold. »<sup>4</sup>

La riposte n'a pas cessé depuis. À Thessalonique, le premier novembre 2014, s'est tenue une journée d'étude à laquelle a participé Mines Alerte du Canada. En Chalcidique, à la fin novembre

<sup>3</sup> Mines Alerte (Mining Watch Canada), [Les mines de Chalcidique](#), 2013(?)

<sup>4</sup> Idem

2014, 1500 personnes ont réussi à pénétrer sur le terrain de la compagnie pour être finalement fortement repoussées par une forte répression<sup>5</sup>. L'élection du nouveau gouvernement Syriza, le 25 janvier 2015, a suscité à la fois espoir et attentisme d'autant plus que le ministre responsable du dossier Eldorado Gold est Panagiotis Lafazanis, dirigeant du Courant de gauche, principale composante de la Plate-forme de gauche qui s'est opposée à l'entente capitulaire du 24 février de Syriza avec la troïka. « "Nous sommes contre l'investissement dans l'or à Skouries et nous utiliserons tous les moyens légaux possibles pour soutenir notre position" a déclaré le ministre de l'Énergie Panagiotis Lafazanis au parlement. "En tout cas, nous allons soutenir tous les travailleurs dans les mines." »<sup>6</sup>

Effectivement, au début mars 2015, « ...des responsables de l'environnement en Grèce ont révoqué l'approbation de la filiale grecque d'Eldorado Gold, Hellas Gold SA, pour achever la construction de la phase finale de l'usine de traitement de son projet de Skouries dans le nord de la Grèce. » Sauf que « ...le ministère a indiqué que la révocation peut être inversé une fois que sera terminé un examen interne sans préciser quand il le sera. Pendant ce temps, Eldorado dit qu'"en ce moment" la révocation n'a pas d'impact significatif sur le calendrier du projet de construction de Skouries et que les diverses activités du site se poursuivent sans relâche.<sup>7</sup> » Le pouvoir judiciaire grec, au cœur de l'appareil d'État, n'a pas manqué de signaler au gouvernement quelle était la « bonne » décision à prendre :

*« Le Haut tribunal administratif de la Grèce a rejeté lundi [27/04/15] une décision de 2013 par des autorités locales dans le nord de la Grèce qui avaient bloqué les plans d'Eldorado Gold pour construire une usine de transformation dans la région [...] La décision devrait renforcer les arguments de l'entreprise dans son bras de fer avec le nouveau gouvernement de gauche d'Alexis Tsipras qui a révoqué l'autorisation d'Eldorado pour construire l'usine en mars... »<sup>8</sup>*

Cette partie de bras de fer dans un contexte de crise économique aiguë et prolongée ne manque pas d'aiguiser les antagonismes non seulement entre l'entreprise et le gouvernement mais aussi au sein même de la communauté :

*« Mais l'arrivée en janvier du gouvernement de gauche radicale, lui-même opposé à cet investissement, a fait passer le mécontentement du côté des employés d'Hellas Gold qui craignent pour leur emploi. "C'est une véritable guerre civile et le gouvernement doit faire cesser immédiatement cette situation", explique Yiorgos Kyritsis, le représentant des anti-mine, relatant le cas de poursuites judiciaires en cours entre deux frères qui en sont venus aux mains. Ce mois-ci, la police anti-émeute a dû être envoyée sur place pour séparer les belligérants dans une forêt de chênes, entre les villages de Stratoni, où Hellas Gold est installée, et Ierissos, fief des opposants au projet. »<sup>9</sup>*

La compagnie a sauté sur l'occasion, embrigadant ses employés en mal de sécurité d'emploi, pour organiser une descente sur la capitale, Athènes, le 16 avril 2015. Grâce au soutien de son actionnaire minoritaire, propriétaire d'un grand média, et de toute la presse de droite, très majoritaire, cette manifestation de 4 000 personnes soutenue par la droite et l'extrême-droite a été répercutée mondialement<sup>10</sup>... mais non la contre-manifestation de 2 000 personnes organisée le soir même. Cet affrontement a révélé d'inquiétantes tergiversations du gouvernement Syriza exprimées non pas par le ministre semi-dissident responsable du dossier mais par le premier ministre lui-même :

*« On pouvait espérer qu'avec la mise en place du gouvernement Syriza, cette question, parmi les plus populaires pour la gauche de terrain, allait trouver une solution radicale : interdiction d'ouvrir une nouvelle mine. Or, là comme sur d'autres terrains, le gouvernement Tsipras discute mais n'agit*

5 Hellenic Mining Watch, [Brutal repression of a determined protest against the Skouries mine](#), Greece, 24/11/14

6 Agence Reuter, [Greek government to "legally" oppose Canadian gold mine project](#), Hellenic Mining Watch, 10/02/15, ma traduction

7 CBC News, [Eldorado Gold says Greece blocking construction at Skouries mine](#), 2/03/15, ma traduction

8 Reuter, [Greek court gives boost to Eldorado gold mine development plans](#), 28/04/15

9 Vassilis Kyriakoulis - Agence France-Presse, [Une mine d'or pour les désunir tous](#), Le Devoir, 13/04/15

10 CBC News, [Greek miners protest to keep open Eldorado gold mine](#), 16/04/15

*pas, alors que la droite revancharde et les nazis ont très bien vu eux l'exploitation possible des ouvriers mineurs désorientés ! [...] ...malgré les protestations de pas mal de responsables contre l'emploi de la police contre les habitants de Skouries, Tsipras est allé en début de semaine féliciter le ministre des flics et renforcer l'opération de propagande "maintenant la police est au service de la population"... Quand on sait l'influence des nazis dans ce corps de répression, on ne peut que douter du succès de cette volonté de démocratiser la police ! »<sup>11</sup>*

Le gouvernement grec serait-il coincé entre le fatidique dilemme emploi versus environnement ? Les dévastations de la nature par Eldorado Gold non seulement se feront en mettant à risque de durables emplois agricoles, halieutiques et touristiques mais ceux miniers, plus ou moins 2 000, ne tiendront le coup que le temps de l'épuisement des réserves d'environ 25 ans... en autant que les hauts et les bas des prix des matières premières exploités, particulièrement l'or, le permettront sans mises à pied massives ou même fermeture prématurée. Vaudrait mieux s'en tenir à la sagesse de l'organisation autochtone canadienne, Idle no more, qui tout comme Mining Watch Canada et The Council of Canadians s'est intéressée de près à la saga Eldorado Gold en Grèce :

*« Malgré l'existence d'un plan économique alternatif pour la région, qui comprend la foresterie durable, l'agriculture biologique, la production de miel (il y a plus de 152 000 ruches dans la région), et le tourisme à faible impact, le gouvernement ne s'est pas encore prononcée avec force contre la compagnie minière en soutenant activement ces activités économiques durables. En raison de la crise économique actuelle en Grèce, la mine a fini par être l'employeur qui paie le mieux dans la région en accordant au moins un tiers de plus que le revenu moyen qui est actuellement entre 600 et 800 euros par mois. Les mineurs qui font leur travail pour nourrir leurs familles ont tendance à réprimer ou à nier les impacts à long terme de leurs gestes. [...] Dans 27 ans, lorsque l'entreprise aura disparu, ce sont les contribuables qui resteront sur les bras avec la bombe à retardement de la catastrophe écologique de barrages de déchets toxiques qui finiront par se rompre. »<sup>12</sup>*

## **Eldorado Gold, une petite transnationale canadienne liée au capital financier mondial**

Eldorado Gold, jeune aurifère fondée en 1992 basée à Vancouver, n'opère aucune mine au Canada ni aux EU ni dans aucun pays du « vieil impérialisme » sauf en Grèce. Elle opère six mines, dont cinq d'or, et a six projets en développement, dont Skouries (or et cuivre), en Turquie, en Grèce, en Roumanie, en Chine et au Brésil. En 2014, l'entreprise a eu des revenus d'un milliard \$CDN avec des actifs de plus de sept milliards \$ pour des flux de trésorerie de plus de 300 millions \$ et des profits de plus de 100 millions \$<sup>13</sup>. Wikipédia classe Eldorado Gold comme la dixième plus importante minière d'or au monde et la cinquième au Canada<sup>14</sup>. On note une baisse continue du prix de l'action, de 20\$ au début de 2011 à actuellement 5\$<sup>15</sup>, baisse semblable à l'ensemble des minières de l'or<sup>16</sup>. La volatilité du prix de l'or, en baisse de 30% depuis la fin 2012 après une hausse de 600% de 2000 à 2012<sup>17</sup>, fait en sorte que les minières du secteur, en intense compétition, ont un comportement spéculatif. Les revenus couvrent rarement les sorties de fonds<sup>18</sup> même quand existe une marge significative entre le prix de l'or et le coût de production, ce qui est le cas pour Eldorado Gold<sup>19</sup>.

Comme toutes les transnationales, l'entreprise ne se gêne pas pour recourir à l'évasion fiscale. Comme celle-ci est de plus en plus l'objet de campagnes mondiales de dénonciation, les

11 A. Sartzekis, [Grèce : une provocation qui doit nous alerter !](#), NPA, 24/04/15

12 Idle no more, [Urgent Call for Solidarity - Stop Gold Mining in NE Greece by Canadian Company Eldorado Gold](#), 20/04/15, ma traduction

13 Eldorado Gold, [Eldorado Reports 2014 Year-End and Fourth Quarter Financial and Operational Result](#), 19/02/15

14 Wikipédia anglophone, [Largest gold companies](#), consulté le 28/04/15

15 Eldorado Gold, [Investors - Share Price](#)

16 Google Finance, [NYSE ARCA GOLD BUGS INDEX](#)

17 Goldprice.org, [Gold price chart](#) (30 years)

18 Gold Investig News, [Mining Investor Digest: Key Issues in Financial Reporting and Analysis for Mining, Part 3](#), 21/04/15

19 Eldorado Gold, [Investor Fact Sheet](#), 2014

adversaires de la compagnie n'ont pas manqué de dévoiler le pot aux roses. L'ONG néerlandaise SOMO a révélé qu'Eldorado Gold s'est dotée d'une structure de prêt-financement qui déplace les paiements d'intérêts de sa filiale grecque, via des sociétés de boîtes aux lettres néerlandaises, vers une entité au Barbade, paradis fiscal spécialement lié au Canada suite à des ententes fiscales<sup>20</sup>, où ce revenu reste non taxé. SOMO affirme que les Pays-Bas et le Luxembourg sont largement utilisés comme pays de conduits d'impôt pour les entreprises étrangères qui investissent en Grèce et que 80% des investissements directs des Pays-Bas à la Grèce sont acheminés par des sociétés de boîtes aux lettres. Selon SOMO, les Pays-Bas et le Luxembourg sont les deux plus grands investisseurs étrangers directs en Grèce, représentant près de 40 pour cent des investissements étrangers. C'est là l'envers de la médaille de l'austérité imposée par l'Union européenne. Il est particulièrement ironique que le Ministre des finances néerlandais, qui dirige le groupe des ministres des Finances de la zone euro, ait déclaré à plusieurs reprises que la Grèce devrait améliorer sa méthode de collecte des impôts<sup>21</sup>.

La baisse du prix de l'or depuis combinée à l'augmentation des risques politiques suite aux protestations populaires dues aux importants dégâts environnementaux (mine à ciel ouvert, traitement du minerai au cyanure, résidus considérables dus au ratio d'un gramme d'or par tonne de minerai)<sup>22</sup> ont fait chuter le prix des actions des minières de l'or. Pour Eldorado Gold, ses investissements grecs en cours, les plus importants de l'entreprise et aussi les plus importants investissements étrangers directs en Grèce, ont accentué dernièrement le risque politique causant une nouvelle baisse du prix de l'action de la compagnie. L'entreprise a déjà investi 450 millions \$ dans ses projets grecs et il lui faudrait un autre 300 millions \$ pour les mener à terme, un montant important par rapport à ses capacités financières, particulièrement son profit annuel<sup>23</sup>. On comprend que l'entreprise soit prête à recourir à tous les moyens, y compris la mobilisation de ses employés dans la rue<sup>24</sup>.

La propriété de Eldorado est répartie entre un grand nombre d'investisseurs institutionnels allant de Fonds spéculatifs (Hedge Funds) à de grandes banques. Le Fonds d'investissement BlackRock, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde avec plus de 4.59 billions \$ d'actifs sous gestion<sup>25</sup>, semble être l'actionnaire principal d'Eldorado Gold avec 17% des actions<sup>26</sup>. Notons que les plus grandes banques canadiennes en sont aussi des investisseurs importants, surtout la Banque Royale, tout comme la Caisse de dépôt et de placement du Québec avec un placement de 36 millions \$USA. Il semble cependant que la Caisse ait réduit son placement depuis la tournée canadienne des opposants grecs en 2013 à l'invitation de Mines Alerte du Canada :

*« La Caisse détenait, à la fin de 2012, 190 millions de dollars en actions de la firme. Un porte-parole, Maxime Chagnon, explique que l'institution financière a une politique d'investissement responsable qui permet de tenir compte des aspects environnementaux et sociaux dans ses décisions de placement, en excluant d'emblée les titres "non conformes au droit local ou international". De manière générale, la Caisse préfère utiliser son "poids actionnarial" pour faire évoluer les pratiques d'entreprise lorsque la chose paraît possible plutôt que de se retirer purement et simplement, dit M. Chagnon. »<sup>27</sup>*

20 Alain Deneault, [La Barbade, notre paradis fiscal](#), Le Devoir, 22/02/14

21 Eric Reguly, [Eldorado Gold faces accusations of tax avoidance in Greece](#), Globe and Mail, 30/03/15

22 CBC News, [Citizen's groups in at least 10 countries complaining about gold and silver miners' environmental practices](#), 3/04/13

23 Christopher De Sousa, [A Big Fat Eldorado Gold Greek Crisis](#), Revue de presse du NASDAQ, 24/04/15

24 En plus, l'entreprise s'est cassée les dents en Chine où elle est une pionnière étrangère pour l'exploitation des mines d'or. Elle y a dévalué des actifs de près de 700 millions \$ en 2013. Elle cherche soit à vendre ses actifs à des compagnies chinoises soit à s'associer à un partenaire chinois dans une nouvelle compagnie basée en Chine même. Raison de plus pour avoir une ligne dure en Grèce où le rapport de forces est tout autre. On peut penser que l'entreprise a compris la leçon. Mieux vaut la Grèce ou la Roumanie, où se situent ses plus récents développements, que la Chine. Et voilà qu'en Roumanie la contestation pointe du nez pour questionner l'avant-projet de la compagnie (MiningWatch Canada, [No Silver Lining for Eldorado Gold's Certej Project in Romania](#), 30/04/15)

25 Wikipédia anglophone, [BlackRock](#), consulté le 29/04/15

26 MorningStar, [Eldorado Gold Corp](#), consulté le 29/04/15

27 Marc Thibodeau, [Violentes manifs contre la canadienne Eldorado Gold](#), La Presse+, 29/05/13

Reste que selon NASDAQ où se transige les actions de l'entreprise, plus de 200 institutions financières, sans compter les fonds d'investissements privés tels BlackRock, se partagent 55% de ses actions<sup>28</sup>. À première vue, y prédominent largement des institutions étasuniennes et canadiennes mais ne manquent pas celles européennes et japonaises tel la Deutsche Bank, avec un placement aussi important que celui de la Caisse, les grandes banques suisses, la Norges Bank de Norvège, Sumitomo Mitsui et le Crédit agricole. Derrière Eldorado Gold se tient en embuscade tout le capital financier mondial, avec en première ligne dans ce cas-ci celui étasunien et canadien. Pour masquer sa stérilité, la finance mondiale doit passer par la valorisation du travail réel à laquelle elle rajoute le poids de la dictature du créateur démultipliée par le pillage de la nature.

Cette mise en scène financière-entrepreneuriale complète celle institutionnelle-gouvernementale de la troïka. Les institutions para-étatiques européennes sont en pointe avec le FMI comme second violon, derrière lesquelles sont embusqués les gouvernements de l'Empire, pour le plus grand bénéfice du capital financier, surtout européen. L'austérité à la mode des ex programmes d'ajustement structurel du FMI subjuguant les aléas de la démocratie parlementaire augmente le taux d'exploitation général pour l'ensemble du capital à commencer par celui grec et, par ricochet, de la zone euro pour qu'elle retrouve sa compétitivité dans le marché global. Ces deux mises en scène macabres se combinent sur le dos du prolétariat grec et de son environnement.

### **Syriza s'enferme dans un cul-de-sac démobilisant**

Prix en tenaille entre les deux protagonistes se trouve Syriza qui compte sur la « bonne foi » des institutions, lesquelles le roule dans la farine<sup>29</sup>, pour sauver le peuple qui, croyant en lui, s'est pour l'instant démobilisé :

*« L'enthousiasme et l'esprit combatif des trois premières semaines [suivant les élections du 25 janvier 2015] ont désormais cédé la place à une image mitigée: le soutien à la stratégie du gouvernement est encore élevé mais nettement inférieur à son niveau des mois précédents. Les rues sont calmes. Les mobilisations récentes semblent limitées à certains secteurs (le milieu anarchiste et les communautés locales contre l'exploitation aurifère à Skouries, dans le nord de la Grèce) [...] ...la situation semble plus confuse à Skouries avec la police qui se retourner contre les manifestants et les travailleurs des mines d'or marchant à Athènes pour soutenir la poursuite de l'extraction, fortement soutenu par leurs employeurs canadiens et l'opposition de droite. »<sup>30</sup>*

Même si la politique de Syriza vis-à-vis Eldorado Gold est surdéterminée par celle vis-à-vis la troïka, elles sont quand même en résonance. Eldorado Gold, pris dans les filets d'une âpre compétition sur le fil de rasoir, n'a pas l'espace économiques pour faire des concessions au gouvernement grec. L'état major du capitalisme mondial, représenté par la troïka, n'en a pas pour faire des concessions politiques même s'il n'y aurait aucun problème à faire des concessions économiques quel qu'en soit la forme (prêts, subventions, remise de dette)<sup>31</sup> d'autant plus que la Banque centrale européenne pratique une politique d'ample création monétaire depuis quelques

---

28 NASDAQ, [Eldorado Gold Corporation Institutional Ownership](#), consulté le 29/04/15

29 Jean Quatremer, [Alexis Tsipras cerné par les dirigeants européens](#), Libération, 21/03/15 : « Il a fallu près de 3h30 de discussions pour qu'Alexis Tsipras finisse par se résigner : les Européens ne lâcheront pas un euro supplémentaire à la Grèce si elle ne met pas en œuvre rapidement les réformes structurelles qu'ils réclament. Le Premier ministre grec espérait pourtant que la zone euro, effrayée par la perspective, chaque jour de plus en plus précise, d'un défaut de paiement, voire d'un « Grexit », accepterait de lui verser immédiatement et sans contrepartie la dernière tranche de l'aide financière promise (7,2 milliards d'euros) afin qu'il puisse appliquer son programme électoral. C'est raté : ses partenaires lui ont rappelé qu'il n'y avait pas d'argent gratuit. »

30 Stathis Kouvelakis, [Greece: The Noose Tightens – There are only three options remaining for the Syriza government](#), ESSF, 24/04/15, ma traduction

31 Paul Krugman, [Europe's Greek Test](#), New York Times, 30/01/15

mois<sup>32</sup> sur fond de légère et incertaine reprise économique<sup>33</sup>. De plus, l'Union européenne pourrait se doter d'une politique budgétaire keynésienne anti-austérité réellement existante, et non factice<sup>34</sup>, ce que lui conseillent à qui mieux mieux les économistes keynésiens<sup>35</sup>.

Ce serait se retirer de la course à la compétitivité globale par effet domino des concessions à la Grèce vers toute la zone euro en commençant par les pays délinquants (Portugal, Espagne, Irlande) puis ceux en sérieuse difficulté (Italie, France). En termes électoraux, les gouvernements de ces pays s'en trouveraient déculottés d'où d'ailleurs leur soutien indéfectible à la direction allemande. Ce serait là le commencement de la fin de l'époque néolibérale du capitalisme prégnante depuis plus d'une génération. Il n'en est nullement question d'autant plus que la porte de sortie vers le capitalisme vert, que dorénavant presque toute la bourgeoisie envisage tellement se multiplient les catastrophes et tensions dues aux phénomènes climatiques extrêmes, exigent une dure politique d'austérité pour pouvoir financer profitablement de gigantesques investissements<sup>36</sup>.

L'influence historique du communisme néo-stalinien au sein de Syriza — le nouveau premier ministre grec tout autant que le dirigeant du courant oppositionnel majoritaire, plus nationaliste qu'internationaliste<sup>37</sup>, en sont issus — lui a légué un sacro-saint respect des institutions. Pour ce parti, le parti de la rue n'est qu'un auxiliaire du parti des urnes mais non la porte d'entrée de la rupture anticapitaliste par la fédération de l'auto-organisation. Pour la direction de ce parti, l'alternative au réformisme anti-austérité, dont il n'a pas compris l'impossibilité politique, est la capitulation. Le remplacement de l'équipe du ministre des Finances, un agressif marxo-keynésien auto défini non membre du parti, par l'équipe du suave Premier ministre pour négocier avec la troïka n'est pas un hasard<sup>38</sup>.

Sa politique, dorénavant, c'est s'en sortir sur le dos du peuple non seulement économiquement mais politiquement en le blâmant tant pour sa passivité que pour être déraisonnable. Le peuple de gauche, contre le raisonnable prolétariat pro-patronal, refuserait les bons emplois d'Eldorado Gold, car cette lutte devient ces dernières semaines la lutte-phare de la résistance. La direction de Syriza trompe le peuple par son message de « gagner du temps » masquant chaque concession, pour ne pas dire la capitulation du 24 février<sup>39</sup>. Elle ne mobilise pas non plus le parti autant pour de grandes mobilisations afin de tendre la perche au prolétariat européen que pour organiser à la base des structures d'auto-gouvernement.

Celles-ci sont absolument nécessaires pour structurer tant l'entraide et le rationnement que l'auto-production et les services publics autonomes, dont le peuple grec a déjà une certaine expérience. Il ne faut pas se faire d'illusions. Une sortie forcée de l'euro, qu'il ne faut à aucun prix souhaiter afin d'éviter tout message autarcique ou nationaliste mais dont il faut expliquer l'inéluctabilité pour cause d'intransigeance d'austérité néolibérale, sera une rude épreuve... mais

32 Angéline Boulesteix - Agence France-Presse - Avec La Presse canadienne, [Les marchés positifs mais l'euro souffre](#), Le Devoir, 23/01/15 : Comme l'indique cet article, la BCE a volontairement auto-limité la contribution de la banque centrale européenne à la création monétaire au profit des banques centrales nationales justement pour punir les mauvais élèves. Quant à la baisse de l'euro, c'est justement un des buts recherché pour relancer l'économie.

33 The Economist, [Don't get europhoric](#), 9/04/15

34 Agence France-Presse, [Paris et Berlin dévoilent des investissements communs pour relancer la croissance](#), Le Devoir, 1/04/15

35 Joseph Stiglitz, [Europe's economic madness cannot continue](#), The Guardian. 9/01/15

36 « *Le Forum économique mondial estime à 5,7 billions de dollars US la valeur des infrastructures vertes qui pourraient être nécessaires d'ici à 2020 afin de réaliser les objectifs de la politique environnementale dans les secteurs tels que l'agriculture, les transports, l'énergie et l'eau.* » (Deutsche Bank, [Green infrastructure and business financing and advising](#), consulté le 30/04/15, ma traduction)

37 Sputnik, [Grèce: un ministre met en garde l'Europe](#), 30/04/15

38 Hélène Colliopoulou - Agence France-Presse, [Athènes remanie ses équipes de négociation](#), Le Devoir, 28/04/15

39 Jean-Philippe Divès, [Le nœud coulant se resserre, Tsipras s'enferme... Quelle alternative ?](#), Revue l'Anticapitaliste (NPA), 19/04/15

le sera-t-elle vraiment pour cette majorité populaire pauvre, exclue et surtout désespérée. Cette transition n'aura pas à être un purgatoire sans fin dans le mesure de la mobilisation prolétarienne et populaire européenne et d'ailleurs dont il n'y a aucune raison de douter en cas de mobilisation du peuple grec. Lui faudra-t-il, pour cela, se libérer de Syriza<sup>40</sup>. On ne le souhaite pas mais il faut l'envisager et surtout passer à l'action maintenant dans et hors Syriza.

**Marc Bonhomme, 30 avril 2015**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

40 Jonathan Neale, [Grèce : Des réformistes sérieux l'auraient tenté](#), Revue L'Anticapitaliste (NPA), 19/04/15